
COMITE SUPERIEUR DE CONCERTATION

Le 22 avril 2015 le comité supérieur de concertation 137 a eu lieu avec, à l'ordre du jour, les points suivants.

– Vincent Gilles – Vincent Houssin

CARNAVAL D'ALOST – LISTE DES EVENEMENTS RECURRENTS

La zone de police d'Alost demande une dérogation d'organisation du temps de travail et souhaiterait que le carnaval d'Alost soit repris dans la liste des événements récurrents. Malgré que nous comprenons la question, par principe, le SLFP ne marque pas son accord pour ce genre de dérogation. L'autorité décide de reprendre le carnaval d'Alost dans la liste des événements récurrents.

DACH – SUIVI CSC 135

Les débats sont poursuivis au sujet de l'analyse de risque dans le cadre de l'utilisation des véhicules de service marqués des maîtres chien. L'information nécessaire a entretemps été rassemblée, et le dossier sera remis à l'agenda du comité supérieur de concertation du mois de mai 2015.

RAPPORT ANNUEL CG/WB – SUIVI CSC 136

Le SLFP Police avait différentes remarques au sujet du rapport annuel 2014 de CG/WB. L'autorité affirme ne pas disposer de tous les chiffres des partenaires externes afin de pouvoir compléter le rapport annuel. CG/WB va devoir développer une méthode pour un recueil permanent des données chiffrées.

Le rapport annuel sera une nouvelle fois présenté au comité supérieur de concertation du mois de mai 2015. Nous demandons également que les rapports mensuels de CG/WB soient présentés à la concertation supérieure.

DIVERS

Analyse de risque AMOK – feedback du groupe de travail

Le SLFP Police avait espéré une méthode de travail participative. L'autorité va réitérer la question - auprès des dirigeants du groupe de travail – de les rassembler afin de leur redemander d'appliquer une méthode plus participative ainsi que de faire une analyse de risque plus complète, qui prévoit un inventaire correct et une évaluation de tous les risques. L'autorité porte également à notre connaissance qu'une étude du FBI sera prise en compte pour l'analyse de risque. En soi, nous n'y voyons aucune objection, mais une comparaison avec les Etats-Unis doit se faire de façon réaliste, par exemple par rapport aux moyens dont nous disposons.



Feedback contrôle du budget

Nous demandons la documentation liée à ce point. L'autorité nous fera parvenir la documentation en question via DSI.